

Plan d'Action de Réinstallation (PAR) de la cuvette de NGALLENKA

Contexte

L'aménagement de la cuvette de Ngallenka consiste en la construction d'un nouveau périmètre irrigué de 440 ha de terre cultivable et est l'une des deux activités principales du Projet d'Irrigation et de Gestion des Ressources en Eau (PIGRE) mis en œuvre par MCA Sénégal.

Pour rappel, le programme MCA est un accord de don de 540 millions de dollars accordés au Gouvernement du Sénégal par les Etats Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire du MCC. Grâce à des investissements au niveau des infrastructures structurantes dans les secteurs de l'irrigation et des routes, le programme MCA va contribuer à améliorer la productivité agricole et permettre un meilleur accès aux marchés et aux services, en mettant en œuvre deux grands projets :

- le *Projet de Réhabilitation des routes nationales* (la RN2 au Nord du Sénégal et la RN6 au Sud du Sénégal), y inclus la construction du pont de Ndioum et la reconstruction du pont de Kolda
- Le *Projet Irrigation et Gestion des Ressources en Eau* dans la Vallée et le Delta du Fleuve Sénégal dont les principales activités sont la réalisation du schéma hydraulique du Delta et l'aménagement de la cuvette pilote de Ngallenka dans le Podor.

Les travaux d'aménagement de la cuvette de Ngallenka consistent en la réalisation de canaux d'irrigation et de drainage, d'ouvrages et équipements connexes pour aménagements Hydro-agricoles, et la construction de digues de protection de la cuvette. Ces travaux permettront de contribuer à augmenter les rendements agricoles dont la faiblesse a toujours été liée à la mauvaise qualité de l'irrigation et l'absence d'infrastructures et système de drainage adéquat.

Or, dans une zone à forte prédominance agricole, la réalisation de tels travaux affecte les parcelles agricoles et occasionne des déplacements de population dont la principale activité génératrice de revenu est l'agriculture.

Aussi, pour compenser les personnes affectées par le projet du fait de l'indisponibilité des parcelles agricoles, le manque de revenus tirés des activités agricoles « en suspens », le déplacement des biens et des personnes, etc., MCA Sénégal a élaboré un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)¹ conformément aux exigences de l'OP 4.12 de la Banque Mondiale en matière de réinstallation involontaire.

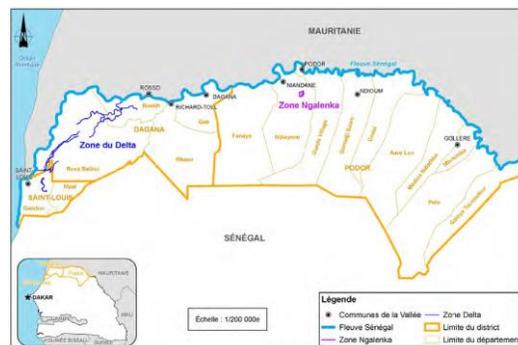
Elaboration et méthodologie de la mise en œuvre du PAR

Elaboration du PAR : MCA a mandaté AECOM² pour une assistance technique en vue d'élaborer le PAR final de la cuvette de Ngallenka. AECOM a démarré sa prestation en Janvier 2011 en effectuant une enquête socio-économique et de recensement de l'ensemble des éléments et personnes affectés par le projet. Deux enquêtes de recensement complémentaires ont été tenues en février et mars 2012. De ces enquêtes, il a été retenu que le projet aura des impacts sur :



¹ Le PAR est un plan détaillé définissant et décrivant le processus de compensation et de réinstallation des personnes affectées qui doivent être réinstallées de manière involontaire en raison d'un projet.

² AECOM : AECOM TecSult Inc. is a global provider of professional technical and management support services



- les **terres de culture** : Sur les aires cultivables de la cuvette, 74.3 ha sont exploités par les membres de deux GIE³ (GIE Beeba et GIE 6b) qui pratiquent la culture irriguée, sur une superficie moyenne de parcelles affectées d'environ 0,43 ha, variant entre un maximum de 3,55 ha et un minimum de 0,025 ha.
- les **exploitant(e)s** : Ces hectares cultivés sont subdivisés en 174 parcelles agricoles exploitées par 136 exploitants dont 9 % sont des femmes.
- les **récoltes** : la phase de construction de l'aménagement aura un impact sur les récoltes de ces 136 PAP⁴. Les spéculations cultivées sur ces parcelles sont principalement le riz, le maïs, la tomate, l'oignon et le gombo. Selon les informations recensées par AECOM, seulement 14,6 % des exploitants cultivent une seule campagne par année, 63,1 % en font deux et 22,3 % font trois campagnes par année.
- les **concessions, ménages et bâtiments**: 8 concessions ont été inventoriés à l'intérieur desquelles se trouvent des cases à usage d'habitation en paille ou en banco, des abris, des enclos, des poulaillers, etc.
- les **équipements agricoles** : une infrastructure d'irrigation a été identifiée. Il s'agit d'un bassin de dissipation en maçonnerie et béton armé qui devra être compensé en espèces car il ne sera plus nécessaire dans le nouvel aménagement
- les **arbres privés** : 20 arbres ont été recensés dans 5 des 8 concessions affectées, et 8 arbres ont été recensés sur des parcelles agricoles
- les **revenus de commerce** : une seule PAP, un homme, est concernée par cette catégorie
- les **droits coutumiers** : deux lignages réclament des droits coutumiers à l'intérieur du futur aménagement de la cuvette
- les **personnes vulnérables** : des critères de définition de la vulnérabilité ont été établis afin d'apporter à ces personnes toute l'assistance nécessaire.

De cet état des lieux, AECOM a élaboré le PAR de la cuvette de Ngallenka qui établit le processus de compensation approprié et détermine les indemnités en fonction des impacts subis.

Un montant de **147 472 200 FCFA**, réparti tel que suit, a été budgétisé pour la prise en charge des indemnités.

Type de perte	Montant (FCFA)
Pertes temporaires de récoltes	142 242 100
Pertes de concessions (bâtiments et équipements fixes)	4 757 000
Pertes d'équipements fixes d'irrigation	200 000
Pertes temporaires de revenu de commerce	25 100
Pertes d'arbres privés	248 000
Total	147 472 200



Structures de mise en œuvre du PAR : En Septembre 2012, MCA a mis sur pied une Unité de Mise en œuvre (UMO) pour exécuter le PAR. Des animateurs ont été recrutés, et un Comité Local de Médiation (CLM) mis sur place en Aout 2012.

Renforcement de capacités des acteurs : Les 16 et 17 Aout 2012, un atelier de mise à niveau, d'harmonisation des outils et de la méthodologie de mise en œuvre du PAR, et de planification des activités, s'est tenu avec la participation du personnel recruté pour les UMO, des experts en réinstallation de MCA Sénégal, des entités de mise en œuvre et de la SAED. Un autre

atelier s'est tenu du 11 au 13 Septembre 2012 afin de d'orienter les animateurs sur le programme MCA et le PAR, et les former sur leurs rôles et responsabilités, la stratégie d'intervention en milieu rural, la connaissance sociologique de la zone d'intervention, l'intégration du genre et des personnes vulnérables.

³ GIE : Groupement d'intérêt économique

⁴ PAP : Personne affectée par le projet

Elaboration d'un plan de communication : Il a permis d'asseoir une démarche participative grâce à une prise en considération des réalités socio culturelles de la zone d'intervention ; ce qui a permis de :

- ✓ faciliter la compréhension, l'adhésion et l'appropriation du PAR par les PAPs,
- ✓ permettre une meilleure intégration du genre et la prise en compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables,
- ✓ et d'impliquer toutes les parties prenantes à toutes les étapes de la mise en œuvre du PAR.

Un programme d'information et de sensibilisation a été déroulé en fonction de chaque cible et acteurs clés. Ainsi donc :

- Les autorités administratives ont été sensibilisées sur la collaboration et la coopération attendue d'elles en ce qui concerne la facilitation de l'obtention de documents administratifs et l'appui au règlement d'éventuels conflits
- Les acteurs institutionnels se sont vus présenter le personnel de mise en œuvre du PAR pour des requêtes éventuelles d'information et de documentation technique
- Les autorités locales ont pu collaborer à la mise à disposition de locaux pour l'équipe de mise en œuvre
- Les PAPs ont pu comprendre et adhérer au processus du PAR. Les différentes rencontres et échanges avec eux ont permis de les informer, entre autres, sur la composition du dossier PAP, l'accompagnement social prévu dans le cadre du PAR, les types de compensation et les procédures d'indemnisation, les dates requises pour la libération des emprises afin qu'un d'eux n'entame d'activités de culture, etc.
- Des femmes PAP, copropriétaires de parcelles avec leur époux, par exemple, ont pu être identifiées et intégrées dans la base de données

Mise en œuvre du PAR



Apurement de la base de données : Les résultats de la base de données produite par AECOM, croisés avec ceux de l'enquête exhaustive réalisée par l'équipe du foncier, ont été restitués aux PAPs. Ces séances de restitution, durant lesquelles la liste des PAPS et la cartographie des parcelles était affichées, ont permis de compléter et corriger la base de données initiale en intégrant des données telles que les réels patronymes des PAPs et l'inscription des numéros de carte d'identité nationale, de corriger les adresses, de créer de nouveaux codes, de calculer les compensations pour les PAPS précédemment omis, de prendre en compte les cas de copropriété et décès, etc.

Ainsi, de 146 PAPs dont 12 femmes identifiés lors de l'élaboration du PAR, la mise à jour de la base de données dénombre au final 158 PAPs dont 31 exploitantes agricoles répartis comme tel que ci-contre.

Sur les 141 PAPs agricoles, 82 appartiennent au GIE Beeba et 59 au GIE 6B.

Nombre de PAPs		
PAPs agricoles	Hommes	141
	Femmes	110 31
Concessions		15
Equipement fixe (un bassin)		1
Detenteur de commerce		1
Total		158

Constitution des dossiers: Au début du processus, MCA avait demandé à ce que chaque dossier comprenne :

- la copie légalisée de la carte nationale d'identité,
- la fiche de recensement qui renseigne sur le profil socioéconomique de la PAP et sur l'inventaire et l'évaluation des pertes subies par la PAP,
- le titre de propriété ou l'attestation d'attribution (Notification d'attribution ou possession coutumière) de la parcelle d'habitation, parcelle agricole, cantine ou toute autre document pouvant prouver le statut d'occupation (propriétaire, affectataire, occupant informel),

- la fiche d'entente individuelle renseignée,
- Si le propriétaire est décédé, un acte signé par les autorités coutumières et validé par la collectivité locale

Mais, après consultation de MCC, il a été décidé de se conformer à ce qui est requis par L'OP 4.12, à savoir la fiche PAP, la pièce d'identité légalisée et l'entente individuelle.

Signature des ententes individuelles, paiement des compensations et libération des emprises: Une 1^{ère} étape de signature des ententes a eu lieu durant Novembre 2012 et les dossiers transmis à MCA. Mais, après vérification, la Direction Administrative et Financière a rejeté tous les dossiers et exigé un supplément de documentations. Après complétion des dossiers, la mise à disposition des compensations au niveau de la CBAO de Ndioum a été notifiée aux PAPs en Mars 2013. Des activités d'accompagnement ont été planifiées pour assurer le paiement sécurisé des PAPs. Des litiges ont été enregistrés mais toutes les réclamations ont été réglées à l'amiable avec l'appui du Comité Local de médiation.

Au final, le montant global des compensations s'élève à **165 827 700 FCFA** au lieu des **142 472 000 FCFA** initialement budgétisés.

Toutes les emprises ont été libérées à la date du 4 avril 2013.

